



Balkanologie

Revue d'études pluridisciplinaires

Vol. VII, n° 2 | 2003

Volume VII Numéro 2

Tom GALLAGHER, *The Balkans after the cold war. From tyranny to tragedy*

London / New York, 2003, 240 p.

Patrick Michels



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1975>

ISSN : 1965-0582

Éditeur

Association française d'études sur les Balkans (Afebalk)

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 236-238

ISSN : 1279-7952

Référence électronique

Patrick Michels, « Tom GALLAGHER, *The Balkans after the cold war. From tyranny to tragedy* », *Balkanologie* [En ligne], Vol. VII, n° 2 | décembre 2003, mis en ligne le 19 février 2009, consulté le 03 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/balkanologie/1975>

en perspective, de nombreuses comparaisons infra et extra balkaniques (les Grecs à Istanbul en 1823, les Croates par rapport aux Musulmans, les Turcs vs les Arméniens, la Macédoine égéenne, la Bulgarie dans les années 1980 ; le Rwanda, Shakespeare [francophobe, antisémitisme] par rapport à Njegoš [antimusulman], le Kosovo par rapport au "joug normand" des Anglais, la politique de Mussolini en Istrie et en Dalmatie dans l'entre-deux guerres, Vukovar par rapport à Drogheda, l'Algérie), malheureusement très brèves, un recadrage des éléments disponibles (discours, entretiens) font que si les Balkans sont le point central de cette étude, l'auteur s'en sert pour délégitimer l'autochtonéité du phénomène de nettoyage ethnique. C. Carmichael n'insiste pas sur les leviers de mobilisation, mais passe en revue les divers éléments qui peuvent être mis en exergue pour "réveiller" les haines. Toutefois, malgré tout l'intérêt de ce travail, on ne peut s'empêcher de penser qu'il s'agit d'une introduction d'un ouvrage plus vaste, que les bases sont posées et qu'il reste à y asseoir un appareil critique plus consistant et développer les exemples cités. Cela tient peut-être à une directive de l'éditeur ? Mais, bien que synthétique, la problématique est posée d'une façon qui mérite attention.

Bien évidemment, l'ouvrage n'est pas exempt de coquilles, même si elles sont rares. Nous en retiendrons deux : d'abord, sur la carte figurant page iii, le Monténégro fait partie, au même titre que le Kosovo, de la Serbie, tandis que la Voïvodine a disparu, devenant la deuxième province de cette république ; ensuite, c'est en vain qu'on cherchera la note 78 de l'introduction (« The destruction of tradition »), on passe directement de la 77 à 79.

Cathie Carmichael s'intéresse à l'histoire européenne, notamment aux idéologies du nationalisme et du communisme, à l'ancienne Yougoslavie et la Russie, aux processus d'éducation étatique et travaille actuellement sur l'impact de la question arménienne dans l'entre-deux-guerres en Europe. Elle a par ailleurs publié une bibliographie commentée sur la Slovénie (1996) et une autre sur la Croatie (1999) et co-édité de nombreux ouvrages (dont *Language and Nationalism in Europe*, 2001).

Patrick Michels

Gallagher (Tom),

The Balkans after the cold war. From tyranny to tragedy
(London / New York, 2003), 240 p.

Dans son introduction, T. Gallagher évoque la manipulation nationalitaire des leaders communistes, qui prévaut dans la région, afin de « détourner les citoyens de l'opposition à un système politique imposé » (p. 1), semblant ignorer celle qui a été mise en œuvre par les élites grecques, pourtant de la région, afin de détourner l'attention des citoyens grecs de la situation économique du pays (cf. p. 14). Il recadre l'intervention occidentale dans la crise yougoslave, précisant que ce sera le thème principal de ce tome. Il est, comme c'était le cas dans le précédent volume (*Outcast Europe. The Balkans, 1789-1989, from the Ottoman to Milošević*), très critique envers les acteurs européens, qui, dans les 1990, cherchaient surtout à éviter que le conflit s'étende (p. 3).

Il s'attache d'abord à retracer les conditions de la transition dans les Balkans (maintien au pouvoir des forces politiques autoritaires). Il y souligne les différences entre les États communistes centre-européens et balkaniques (secteur industriel dominant, société civile ab-

sente, promotion en fonction de l'idéologie, ...). Il revient sur la crise de cohésion étatique yougoslave, les rivalités inter-républicaines (qui prévalent sur l'intérêt de la fédération), souligne que S. Milošević est le premier à avoir remis en cause l'ordre institutionnel, rappelle que la tenue des élections au niveau de chaque république plutôt qu'au niveau fédéral a constitué un facteur déstabilisant, estime que les suspicions exprimées envers les minorités témoignent du caractère incomplet du processus d'édification étatique. Il rappelle que la réforme dans les pays communistes a été encouragée par M. Gorbatchev, aussitôt suivi, forcément, par la Bulgarie. Le repli de l'URSS, la non implication de l'Europe a nuit à l'économie des pays balkaniques au moment où ils avaient besoin de soutien, les obligeant à se tourner vers le FMI qui demandait, en échange de prêts, d'appliquer des mesures drastiques (afin de réduire le déficit budgétaire) ; il retrace brièvement la constitution des nouvelles oligarchies, la conversion des anciennes élites communistes en chefs d'entreprise, ...

Les cinq chapitres suivants portent sur les réactions des États occidentaux aux conflits sud-slaves (il évoque leur mauvaise préparation, le peu de solidarité montrée aux pays de l'Europe de l'Est, le soutien à B. Eltsine).

Il passe en revue les hésitations de la CEE (la question des frontières [commission Badinter], la protection des minorités en Croatie, le référendum en Bosnie-Herzégovine) ; il évoque les mariages mixtes¹, la clef ethnique au détriment de la citoyenneté ; les élections de 1990 en Bosnie-Herzégovine ; l'absence de choix du président bosniaque quant à la fédération yougoslave ; le soutien logistique et militaire de la JNA aux milices bosniaques serbes (s'il insiste sur les responsabilités de S. Milošević et des Serbes, il rappelle celles de F. Tudjman et des Croates [parfois de manière détournée, cf. notamment note 10 p. 222]).

Bien que peu enclins à réagir, certains pays occidentaux sont questionnés (la guerre étant également médiatique) par leur opinion publique (p. 92), notamment les États-Unis et la France (p. 148). Il montre à plusieurs égards les scissions qui parcourent ce que certains appellent « communauté internationale », les intérêts divergents (qu'on a bien vu lors de l'assistance aux victimes de la guerre). Il évoque le manque d'intérêt dont font montre les représentants étatiques (en juin 2002, lors d'un meeting Lisbonne, certains Ministres des Affaires Étrangères pensaient surtout au championnat de football).

Il remet en perspective la visite de F. Mitterrand à Sarajevo, retardant une intervention militaire pour ouvrir la voie à l'aide humanitaire (préconisée par la Grande-Bretagne), le refus d'accueillir les réfugiés, le jeu politique américain (George Bush, peu avant de céder la place à W. Clinton, soutient la création du TPI), le refus de s'engager en guerre (les propos du général Rose ; il désigne l'inconstance dans la chaîne de commandement²). Il critique nombreuses thèses qui ont été émises pour expliquer ces conflits (provoquer l'intervention occidentale en bombardant sa propre population, égalité dans la culpabilité, provocation des assiégés, culturalisme [conflit ancestral], une Serbie forte pour la stabilité dans les Balkans, ...). La « paix » de Dayton est passée en revue et ses limites en sont posées et il estime qu'elle éclaire le fait que les Musulmans sont perçus, par l'Occident, comme obstacles à la paix (real-politik), et non pas comme victimes.

Toutefois, certaines assertions mériteraient quelques réserves. Il souligne que les ambassadeurs se trouvaient tous à Belgrade, capitale yougoslave, mais aussi capitale de la

¹ Pourtant à relativiser (cf. **Mrdjen (Snjezana)**, « La mixité en ex-Yougoslavie. Intégration ou ségrégation des nationalités ? », *Revue d'Études Comparatives Est-Ouest*, 27 (3), septembre 1996.

² Ce que montre aussi le film de **Tanović (Danis)**, *No man's land*, 2001.

Serbie³ et auraient pu témoigner du processus de mobilisation mis en route (qu'il évoque pour la Serbie, et tait sur la Slovénie ou la Croatie). Si « Tudjman a rendu un grand service au nationalisme serbe en révisant à la baisse le nombre de tués par les Oustachis » (p. 52), ainsi que par les provocations croates (p. 60), les Occidentaux sont persuadés qu'un banquier communiste ne pourrait pas organiser une série de conflits dans son propre pays afin de satisfaire ses intérêts personnels (p. 55). Il cite A. Finkelkraut estimant « surréaliste de voir Jacques Poos, ministre de l'État lilliputien du Luxembourg demander à la minuscule Slovénie (...) de renoncer à son aspiration à devenir un État » (p. 62). Il évoque Vuk Drašković comme opposant ayant appelé à ne pas faire la guerre (p. 65), sans mentionner les nombreux revirements dans ses prises de position. Il considère la JNA sous les ordres de Milošević, et non pas comme présentant une communauté d'intérêt avec le Président serbe, ce qui était pourtant le cas en début des conflits. Il estime que les Musulmans sont la seule population attachée à la multiculturalité (le colonel Jovan Divja [sic] de l'armée de Bosnie-Herzégovine n'est-il pas serbe ?⁴) ; que le plan Vance-Owen est le vecteur de l'accaparement territorial croate en Herzégovine (p. 122) ; que la levée de l'embargo sur les armes aurait permis de ré-équilibrer les forces en présence ; que les pro-yougoslaves sont, en fait, pro-serbes (cf. p. 149).

T. Gallagher a précisé en introduction que la majeure partie de ce travail sera consacrée aux guerres yougoslaves. Il survole néanmoins la Roumanie, la Bulgarie et l'Albanie (notamment la crise de 1997). Il est toujours très critique vis-à-vis des acteurs de la politique étrangère des pays impliqués dans la gestion des conflits balkaniques, insistant surtout sur leurs dissensions, mais ne faisant que survoler l'impact qu'elles ont sur les acteurs « ex-yougoslaves ». Bien que détaillant les vicissitudes de la « communauté internationale » (terme, qu'avec raison, il n'emploie pas), il manque de mettre en exergue l'élément principal de « son » action. Ce qui caractérise la politique des États européens, et des États-Unis, c'est son aspect incrémental, son absence de vision globale, une réaction au cas par cas⁵.

Le septième chapitre passe en revue les régimes autoritaires de Serbie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, les conséquences de la guerre sur leur structure sociale et politique.

En conclusion, il revient sur les défauts d'anticipation de la crise yougoslave. Il aurait fallu, écrit-il, soutenir « les forces attachées à préserver un territoire commun, et à résoudre les conflits d'une façon non-violente et pragmatique », et menacer, si ce soutien s'avérait insuffisant, d'intervenir, sans se cacher derrière la « souveraineté nationale ». Les signes n'ont pas manqué, mais personne n'a perçu la gravité de la crise. Des sanctions économiques et diplomatiques auraient également pu venir en soutien de cette politique. A chaque étape des conflits, des menaces auraient pu être émises ; des promesses d'aide, d'intégration, auraient peut-être permis de limiter, voire même de neutraliser, les appels à la haine de l'autre, de mobiliser des forces opposées à la violence.

Patrick Michels

³ Lui-même joue de cette similarité, évoquant en 1971, « le Printemps croate lors duquel libéraux et technocrates réclamaient une plus grande autonomie à Belgrade » (p. 50), dans un paragraphe ayant trait aux volontés indépendantistes slovène et croate des années 1990.

⁴ En fait, il a été mis à ce poste pour, justement, servir de preuve d'ouverture et de tolérance du pouvoir musulman (cf. **Divjak (Jovan)**, « *Nepoželjni miljenik raje* », *Svijet*, 08/02/96). Son rôle était purement médiatique et ne reflétait aucune réalité « bosniaque ».

⁵ Cette attitude mériterait une étude sur les conseillers des décideurs.